

Des partisans d'un système fédéral en Libye qui bloquent des sites pétroliers dans l'est du pays, ont annoncé dimanche soir la création d'une compagnie pour commercialiser le pétrole libyen, défiant les autorités de Tripoli.

Le bureau exécutif (gouvernement) de la Cyrénaïque a décidé la création de la Compagnie de pétrole et de gaz qui aura pour siège temporaire la ville de Tobrouk (est), a annoncé le chef de ce gouvernement de la région orientale de la Cyrénaïque, Abd Rabou al-Baraassi.

M. al-Baraassi a annoncé également la création d'une Banque fédérale pour la Cyrénaïque.

Cette annonce faite au cours d'une conférence de presse à Ajdabiya (est) intervient plus de deux semaines après la formation d'un gouvernement local par les partisans du fédéralisme, sans que ce mouvement soit suivi jusqu'ici de mesures concrètes.

Le gouvernement libyen avait affirmé mercredi dernier que des compagnies tentaient d'acheter du pétrole libyen en dehors des canaux officiels et a menacé de recourir à la force contre les contrevenants.

Des gardes des installations pétrolières bloquent depuis fin juillet les principaux terminaux pétroliers du pays de Zoueitina, Ras Lanouf et al-Sedra, dans l'est du pays.

Depuis plusieurs semaines, le gouvernement est en conflit ouvert avec ce groupe de gardes partisans d'un système fédéral, qu'il accuse de chercher à détourner le pétrole brut, tandis que le groupe assure pour sa part que les autorités vendent du pétrole de façon irrégulière.

Dimanche, le Premier ministre Ali Zeidan a annoncé qu'un délai d'une dizaine de jours avait été fixé pour la levée du blocus imposé aux terminaux pétroliers dans l'est du pays, sans préciser toutefois comment son gouvernement allait contraindre les protestataires à obtempérer.

Les mouvements de protestation ont provoqué une chute de la production de pétrole à 250.000 barils/jour, contre près de 1,5 million b/j avant le déclenchement de la crise fin juillet, selon la NOC.

Ces troubles dans l'industrie pétrolière, qui fournit 96% des revenus de l'Etat, ont provoqué des pertes estimées jusqu'à présent à quelque 13 milliards de dollars.

Les partisans du fédéralisme affirment agir sur la base de la Constitution de 1951 qui divisait le pays en trois régions administratives historiques: la Cyrénaïque, la Tripolitaine (ouest) et le Fezzane (sud), avant la suppression du système fédéral en 1963.

Des analystes libyens estiment toutefois qu'un tel mouvement ne pourrait pas s'imposer militairement et politiquement dans la région, en particulier à Benghazi, chef-lieu de la Cyrénaïque où pullulent des milices puissantes, hostiles au fédéralisme.

Source : [ROMANDIE NEWS](#)